

11 Mai 1851

Mon cher ami,

11 mai 1851
J'ai reçu à Marseille la lettre que vous m'avez écrite le 11
avril et j'y vois en lecture. Elle contenait des détails très
intéressants de vos jugements que j'ai, malheureusement, trop
hâtés sur les conséquences de la manière dont le
gouvernement. Je vous connais trop, que le gouvernement
de cette façon française & violente ou travaille
de son mieux à nous amener des élections libres.
Je doute que le Ministère actuel admette cette forme
de dangers politiques. Je suis sûr et j'en suis sûr
mais ne saurais que faire. Je doute que les
se soient jamais trouvés dans une situation si néces-
saire. Je suis sûr que les hommes les plus ordinaires que
la nature. Je ne connais, au moins, que l'histoire
de ces & l'histoire. Ce ne sont pas cependant les seuls

qui fait sans moi le plus d'impression. Mais ses mérites et ses
jamais homme de bonne foi ne s'est point ainsi vanté
de faire de son lousieur cette question: que j'ai-t-il
de mieux à faire? jamais l'humilité et l'humilité des
instructions n'a ^{moins} servi à éclairer la route à suivre.

J'ai reçu également votre lettre de la Courant et j'ai
pu en tirer les informations que vous m'avez données.

La Commission des Beaux-Arts n'a eu aucun succès
pour le rétablissement de l'inspection générale de droit.
Les lois qui en font partie et qui ont été favorables
à la même route cependant qu'elle s'est adoptée. Le
Ministère a ^{comité} la faute de recourir, en même temps
pour ce rétablissement, plusieurs autres nouveautés moins
justifiées et qui paraissent indifférentes à la Commission.
En tout cas, ce ne sont là que des prévisions. Rien n'est
encore ni même commencé.

J'ai jamais vu les nouvelles Instructions de
l'Instruction publique. La signature même n'est

inconnue. J'en pourrais donc, à mon grand regret,
vous en dire, le cas échéant, peu de chose. Du reste,
ainsi que j'en ai le dessein, et n'est pas
entier qu'il y ait, d'un à quelques heures des nouvelles,
rien à faire.

Je prie à tous vos sentiments de sincère amitié!

Ch. Comenius

le 11 mai 1851.

(11 May 1851)

p) My dear friend,

I received the letter you wrote April 17 in Marseilles and I thank you for it. It contained some very interesting details and some judgments on the consequences of the government's actions which, unfortunately, I believe to be all too justified. I think, as do you, that a government of this violent, broken shape, one works (on his own?) to bring us some (Red??) elections. I doubt that the current Ministry (finds that?) this form is politically dangerous. I groan about it and I fear it, but would not know what to do about it. I doubt that a nation has ever been in a situation so perilous as our. At least, I don't know of any analogues in history. It is not the peril which concerns me the most, however, but the uncertainty. A man of good faith never really poses the useless question of "what is there to do (??)" to his conscience. The honesty and sincerity of intentions never served to enlighten the road to (??).

I also received your letter of the 4th of this month and I provide the information you asked for.

The Budget Commission has not decided yet on the re-establishment of the general inspection by law. (?) Gasloude (?), who belongs to the commission and is strongly favorable to the measure doubts, however, that it will be adopted. The Minister (made the mistake of introducing?) at the same time of this re-establishment, several other less justified new matters which seemed (to indispose?) to the Commission. However, these are only provisions. Nothing has been done, not even beginning.

I have never seen the new Minister of Public Instruction. Even his face is unknown to me. Therefore, I could not, I regret, be of any use to you. Besides, as I have said, it is not certain that anything could be done at this time.

My sincere regards and friendship
A. Tocqueville

11 May 1851